

Arrêté de circulation



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT  
REGLEMENTATION PROVISoire  
DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT**

**RUE HERGE**

**RUE DE MONTMOREAU**

**ODP\_ACS\_2026\_00181**

**Le Maire de la Ville d'Angoulême,**

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R. 411-8 et R. 417-10,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** l'arrêté unique de circulation urbaine n°2025-707 du 23 septembre 2025,

**VU** l'arrêté n°2025-015 portant délégation de fonctions et de signatures à Monsieur Guillaume CHUPIN, 11ème adjoint, Délégué aux Travaux, à la Vie Quotidienne, à la Propreté Urbaine et au Stationnement

**VU** l'arrêté n°2021-517 complété par l'arrêté n°2022-305 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Jean-Pol GATELLIER, Conseiller municipal délégué à la Vie Quotidienne,

**VU** l'arrêté n°2021-722 portant délégations de fonctions et de signatures à Madame Valérie CINQUALBRE, Directrice Générale des Services

**VU** l'arrêté n°2021-771 portant délégations de fonctions et de signatures à Monsieur Médéric DAVID, Directeur Général Adjoint du Pôle Administration Générale et Affaires Juridiques,

**VU** l'arrêté n°2024-167 portant délégations de signatures à Madame Marie PICHENE, Directrice des Affaires Juridiques,

**Considérant** la demande de privatisation du domaine public **RUE HERGE et RUE DE MONTMOREAU**, réalisée par **A.DUGENEST COUVERTURE SARL**, transmise à la collectivité le **28/01/2026**, et ce dans le cadre de la réalisation d'opérations de travaux,

**Considérant** qu'en raison de l'installation d'un(e) échafaudage, du stationnement de 2 véhicule(s) dans le cadre de travaux de réfection d'une couverture, ainsi que pour préserver la sécurité publique, il y a lieu de réglementer provisoirement la circulation et le stationnement **RUE HERGE et RUE DE MONTMOREAU**,

**Considérant** qu'il a été délivré une autorisation d'occupation du domaine public au demandeur et qu'il revient à Monsieur le Maire, ou à son représentant, de garantir, par voie d'arrêté, une saine gestion du domaine public et en conséquence de réglementer les espaces publics concernés par des mesures portant sur la circulation et / ou le stationnement,

## **ARRÊTE**

**Article 1** A compter du 09/02/2026, à partir de 8H30 et jusqu'au 06/03/2026 inclus, en fonction de la signalisation mise en place, les mesures suivantes seront prises :

### **RUE HERGE au niveau du n°2**

Circulation autorisée pour les 2 véhicules de l'entreprise, **uniquement jusqu'à 11H00**, sous réserve que leur PTAC ne soit pas supérieur à 7.5T

Arrêt autorisé au droit de l'intervention pour les 2 véhicules de l'entreprise, **uniquement jusqu'à 11H00**

Circulation des piétons interdite au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces

### **RUE DE MONTMOREAU en face du n° 30 au n° 32**

**A partir de 11H00**

Circulation restreinte au droit de l'intervention

**Stationnement interdit sauf pour les 2 véhicules de l'entreprise**

Circulation restreinte des piétons au droit de l'intervention sauf accès résidents et commerces

### **Article 2 Prescriptions d'occupation :**

En cas de besoin, l'occupant est invité à se présenter au service Espaces Publics municipaux (05.45.38.71.28) muni(e) d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile pour la remise d'un badge encodé qui lui permettra d'accéder et de circuler **RUE HERGE** pendant les créneaux horaires de livraison (6H00-11H00).

**Article 3** Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité du chantier. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire, conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

**Article 4** La signalisation correspondant à **l'article 1** sera mise en place par le demandeur, lequel devra afficher cet arrêté dans les conditions réglementaires. Le respect de ces mesures par le bénéficiaire conditionne l'opposabilité de cet arrêté aux tiers usagers.

En cas d'achèvement anticipé des travaux, celui-ci devra remettre la signalisation en conformité avec celle qui précédait l'intervention.

**Article 5** Pour permettre d'assurer l'exécution des dispositions prescrites à **l'article 1**, Le stationnement des véhicules est interdit. Le non-respect des dispositions prévues aux alinéas précédent est considéré comme gênant au sens de l'article R. 417-10 du code de la route et passible de mise en fourrière immédiate;.

**Article 6** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de la Commune d'Angoulême dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Poitiers, 15 rue de Blossac 86000 POITIERS, dans un délai de deux mois à compter de la notification ou l'affichage de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce recours peut être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 7** La Directrice Générale des Services et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- Publié sur le site internet de la Ville.

Ampliation adressée au :

- Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- Directeur de la Police Municipale.

ANGOULÊME, Hôtel de Ville le 03/02/2026

Pour le Maire et par délégation,  
Monsieur Guillaume CHUPIN,  
Adjoint Délégué aux Travaux, à la Vie  
quotidienne, à la Propreté urbaine et au  
Stationnement